

L'IMPACT DU COVID-19 SUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) EN ALGERIE

THE IMPACT OF COVID-19 ON SMALL AND MEDIUM ENTERPRISES (SMES) IN ALGERIA

RadiaAIT SI SAID^{1*}

¹Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou(Algérie), E-mail : radiaaitsisaid@gmail.com

Reçu 19/11/2021

Accpté 28/12/2021

Publié en ligne 31/12/2021

Résumé :

Toutes les entreprises, particulièrement les PME sont les plus touchées par la pandémie de coronavirus avec la détérioration de leur chiffre d'affaires et un manque de visibilité, essentiellement quant à la reprise de leurs activités. L'objectif de cet article consiste à traiter, de la pandémie du Covid-19 et son impact sur l'économie des pays du Maghreb (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc) de manière générale, et du cas de l'Algérie de manière spécifique.

De ce fait, une enquête a été menée auprès des petites et moyennes entreprises (PME) en Algérie. On présentera les résultats de cette enquête réalisée durant cette période de pandémie, durant le mois de décembre 2020 sur 103 PME. Ces entreprises sont de différentes tailles, de différents secteurs d'activités et différents localités. L'objectif de cette enquête est de recueillir des informations sur les effets et les impacts de cette pandémie sur l'activité économique des PME en Algérie en cette période de crise sanitaire.

Mots clefs : PME, entrepreneuriat, impact économique, pandémie.

Codes de classification JEL :

Summary:

All companies, particularly SMEs, are the most affected by the coronavirus pandemic with the deterioration of their turnover and a lack of visibility, mainly regarding the resumption of their activities. The objective of this article is to deal with the Covid-19 pandemic and its impact on the economy of the Maghreb countries (Algeria, Tunisia and Morocco) in general. And the case of Algeria in a specific way.

As a result, a survey was carried out on small and medium-sized SMEs in Algeria. We will present the results of this survey carried out during this pandemic period, in December 2020, on 103 SMEs. These companies come in different sizes, in different industries and in different locations. The objective of this survey is to collect information on the effects and impacts of this pandemic on the economic activity of SMEs in Algeria during this period of health crisis.

Keywords: SMEs, entrepreneurship, economic impact, pandemic.

JEL Classification Codes:



I- Introduction

La pandémie du COVID-19 de plus en plus élevée dans le monde entier. Afin de sauver des vies et permettre aux systèmes de soins d'affronter cette la situation ; des mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée ont été prise en vue de ralentir la propagation du virus.

La crise sanitaire a eu ainsi de graves répercussions sur l'activité économique. En raison de la pandémie, l'économie mondiale devrait connaître une forte contraction de 3 % en 2020, (Rapport FMI, 2020) soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-09.

Selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endiguement, l'économie mondiale devrait croître de 5,8 % en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Les prévisions de croissance mondiale deviennent incertaines. Les conséquences économiques dépendent de facteurs dont l'incertitude prend le dessus, notamment l'évolution de la pandémie. Ainsi que, l'ampleur des perturbations d'approvisionnement, les répercussions des conditions financières mondiales, les mutations des schémas habituels de dépenses, les changements de comportement des consommateurs tels que la population évite les centres commerciaux et les transports publics à titre d'exemple.

La crise a été ressentie sur plusieurs niveaux : choc sanitaire, perturbations économiques internes, chute du commerce extérieur, de la demande extérieure ainsi qu'un retournement des flux de capitaux tout ceci a été suivi d'un effondrement des cours des produits de base dans de nombreux pays.

Certes, la priorité immédiate dans divers pays est de limiter les répercussions de l'épidémie de COVID-19, notamment en augmentant les dépenses de santé visant à renforcer les capacités et les ressources du secteur sanitaire par la prise en compte des dispositions nécessaires qui permettent de freiner cette pandémie. La politique économique son rôle consiste à réduire les effets du fléchissement de l'activité sur la population, les entreprises et le système financier, et les répercussions persistantes d'un inévitable ralentissement prononcé et faire en sorte que la reprise économique puisse s'amorcer rapidement une fois la pandémie passée.

II- Covid-19 et son impact sur l'économie des pays du Maghreb

Après le choc de la pandémie, les pays du Maghreb, Algérie, Maroc et Tunisie doivent faire face à des conséquences économiques et sociales néfastes ou aucun secteur d'activité n'est épargné. *Ces trois pays étaient déjà confrontés à des transitions difficiles et à une baisse significative de leurs revenus due essentiellement au ralentissement de l'économie mondiale mais aussi, pour l'Algérie, à la baisse de ses revenus pétroliers.*

Dès l'apparition du virus et les alertes de l'OMS, les pays du Maghreb ont pourtant très vite réagi et pris des mesures draconiennes pour contenir la pandémie, notamment en termes de confinement, d'aide aux entreprises.

II.1. Algérie

A l'instar des autres pays exportateurs de pétrole, l'Algérie a été touché par la baisse du prix du baril, qui a perdu 60% de sa valeur depuis janvier 2020. Or, les hydrocarbures restent le moteur de l'économie algérienne. La pandémie du Covid-19 est venue aggraver la situation économique du pays.

Afin d'affronter la crise, les autorités ont procédé à des baisses considérables des importations, de l'ordre d'une dizaine de milliards de dollars, ainsi que des coupes budgétaires extrêmement importantes, notamment de 50% dans le budget de fonctionnement de l'Etat, etc.

Tout cela, a affecté à l'émergence d'un secteur privé dynamique, tandis que le système financier reste très fragile.

L'Algérie se prépare à une aggravation de son déficit budgétaire, qui devrait se situer entre 15 et 20%, à une forte dévaluation du dinar, qui va relancer l'inflation, l'érosion de ces réserves de changes. Selon des prévisions du FMI, l'Algérie devrait connaître une récession en 2020 (-5,2%).

II.2. Maroc

Dans cette période de crise, les autorités ont imposé le port obligatoire du masque dans l'espace public dès le 7 avril 2019. Le royaume a reconverti en urgence son industrie textile pour produire des masques. Aujourd'hui, le Maroc en fabrique 8 millions d'unités par jour, dont une partie est exportée vers l'Europe. Aussi, Un fonds spécial Covid-19 doté de près de 3 milliard d'euros, financé par l'Etat marocain, des dons publics et privés.

Le principal but de ces fonds vise à aider les populations fragilisées par la crise, y compris le secteur informel qui emploie 80% des travailleurs marocains. Les factures d'eau et d'électricité ont été suspendues et des crédits à la consommation reportés. Des distributions alimentaires ont aussi commencé dans toutes les régions du pays pour les plus démunis.

Toutefois, vu l'ampleur de la crise, le Maroc a fait appel aux institutions financières internationales. Pour la première fois, Rabat a sollicité une ligne de précaution et de liquidités du FMI à hauteur de 3 milliards de dollars.

Le coût de la crise peut s'avérer très élevé pour le royaume, avec une croissance faible. La facture est déjà de 3 milliards de dollars pour le premier trimestre 2020. Le Maroc avait su pendant longtemps attirer des investissements étrangers, notamment dans l'aéronautique, l'automobile, et l'offshoring. (CHENSOT, 2020) Ces nouveaux secteurs de croissance et de diversification seront forcément impactés par la crise.

Le groupe Renault a annoncé le 19 mars 2020 qu'il suspendait la production de ses deux usines marocaines de Tanger et de Casablanca. Les deux sites, qui ont repris leur activité respectivement le 28 mai et le 5 avril, emploient quelque 11 000 salariés.

Au total, le Maroc est aujourd'hui le deuxième producteur automobile en Afrique et l'industrie automobile représente 5% du PIB marocain.

Un autre facteur auquel est confronté le Maroc est en ce moment, une sécheresse sévère qui affecte directement son agriculture, sans parler du secteur touristique qui risque d'être fortement touché tout le long de cette période tant que l'épidémie ne sera pas éteinte en Europe, qui reste l'un des principaux foyers du Covid-19 au monde.

II.3. Tunisie

Face à cette période de pandémie, la Tunisie n'a pas hésité à faire appel aux grands bailleurs internationaux. Le FMI a accepté d'accorder un prêt de 745 millions de dollars à la Tunisie. Depuis son indépendance en 1956, le pays pourrait connaître la pire récession. Son économie devrait se contracter de 4,3% en 2020.

L'Union européenne a accordé à la Tunisie une enveloppe de 250 millions d'euros, sous forme d'un don, pour l'aider à lutter contre le Covid-19 et atténuer les conséquences économiques et sociales.

Le pays n'a pas su créer de nouveaux secteurs à valeur ajoutée. Le taux de chômage pourrait approcher les 20%. Le secteur du tourisme, facteur primordiale de l'économie tunisienne, qui fait vivre 400 000 familles est aussi touché par le confinement et la fermeture des frontières. La saison 2020 est d'ores et déjà très compromise avec la fermeture des frontières avec l'Europe et l'activité du transport aérien qui est quasiment à l'arrêt.

Cette fermeture des frontières qui est aussi appliquée aux voisins Algériens, aussi ils risquent de ne pas être très nombreux à venir, compte tenu de la crise dans leurs propres pays. Avec la crise du coronavirus, 90% des hôtels en Tunisie ont fermé leurs portes.

En Tunisie, comme en Algérie ou au Maroc, le Covid-19 a considérablement aggravé des inégalités sociales. Leurs gouvernements sont confrontés à la recherche des pistes pour relancer l'économie avec des moyens financiers limités.

III-Rapport du FMI et impact de la crise mondiale sur l'Algérie : Croissance négative, accroissement du chômage

La pandémie qu'a connue le monde affecté par le coronavirus a un impact sur l'économie mondiale qui connaîtra en 2020 trois répercussions :

- la première est relative à l'offre du fait de la récession de l'économie mondiale ;
- la seconde est due à la demande suivie de l'effolement des ménages ;
- et en dernier lieu, un choc de liquidité.

Cette crise, aura à l'avenir un impact sur toute l'architecture des relations internationales. Toutefois, si les impacts de l'épidémie du coronavirus sont un danger pour le présent, elles sont toutefois porteuses de changements relationnels par d'autres types de gouvernance.

Le rapport du (FMI, 2020) prévoit une contraction de 3 % du PIB de la planète en 2020, en prenant l'hypothèse d'une diminution de la pandémie de Covid-19 au second semestre de cette année. L'éventualité d'une chute encore plus brutale en 2021 n'est pas exclue et les conséquences économiques du " Grand Confinement ", ne vont épargner aucun continent, le plus grand danger étant l'Afrique.

Une mobilisation de 5000 milliards de dollars par le G20, dont 2200 milliards de dollars pour les USA , plus de 2000 milliards de dollars pour la zone euro, 1000 de la BCE, 500 des institutions annexes et 500 des Etats afin de limiter la crise.

Toujours selon le même rapport du FMI (Avril 2020), la chine n'est pas non plus épargnée. Le taux de croissance devrait fluctuer entre 1/2et, les pays à faibles revenus ou émergents en Afrique, Amérique latine et en Asie " sont à hauts risques " car au cours des deux derniers mois, les sorties de capitaux depuis les économies émergentes se sont élevées à quelques 100 milliards de dollars, soit plus du triple que pour la période équivalente de la crise financière de 2008.(FMI, 2020).

L'épidémie de coronavirus a entraîné donc une crise économique irréversible pour 2020, dont les répercussions risquent de durer jusqu'à 2021, si la maladie est circonscrite avant septembre/octobre 2020, la majorité des experts prévoient une seconde vague, en cas où le confinement ne serait pas respecté.

D'où dans l'urgence, de nombreux pays ont mis en place ou ont élargi les dispositifs de chômage et les aides sociales, certains économistes et politiques préconisant un revenu minimum universel.

La crise actuelle connue au cours de l'année 2020 a montré toute la vulnérabilité des économies mondiales face à des chocs externes imprévisibles, surtout des pays reposant sur une ressource éphémère dont le prix dépend de facteurs exogènes échappant aux décisions internes.

Face à cette crise, une nouvelle architecture des relations entre l'Etat régulateur et le Marché encadré pour certains services collectifs (santé, éducation), et d'importants impacts sur les relations politiques et économiques internationales.

Pour l'Algérie fortement connectée à l'économie mondiale à travers sa rente d'hydrocarbures qui lui procure directement et indirectement 98% de ses ressources en devises, est fortement impactée par cette crise.

La réduction décidée connue à partir du 1er mai, jusqu'au 30 juin pour 9,7 millions de barils/jour, (la seconde tranche de 8 millions de barils/j du mois de juillet jusqu'à fin décembre, et une troisième, d'un volume de 6 millions de baril/jour courant du 1er janvier 2021 au 1er avril de 2022).

L'Algérie verra une réduction de 240.000 barils/jour pour la première tranche, de 193.000 barils/jour pour la seconde tranche et une réduction de 145.000 barils/jour pour la dernière tranche repose sur l'hypothèse que la demande mondiale a baissé seulement de 10/11%.

Alors que l'épidémie de coronavirus a provoqué une chute drastique de la demande mondiale de 33%, environ 30 millions de barils par jour (bpj), certains experts l'estimant à plus de 40 millions de barils/j, les gros consommateurs d'hydrocarbures dont le transport étant en arrêt.

L'évolution du cours du pétrole dépendra de la durée de l'épidémie et du retour à la croissance de l'économie mondiale sachant qu'avant la crise seulement pour la Chine, ses importations étaient de 11 millions de barils/j.

Par ailleurs, le cadrage macro-économique de la loi de finances 2020 a été établi sur la base d'un baril de pétrole à 50 dollars et un prix de marché à 60 dollars, un taux de change de 123 DA/dollar, un taux d'inflation de 4,08 % et un taux de croissance de 1,8%.

Le produit intérieur brut réel (PIB) de l'Algérie devrait se contracter de 5,2% durant l'année 2020 et suite à cette baisse PIB réel devrait se redresser en 2021 de 6,2%, taux calculé en référence à l'années 2020 (taux de croissance négatif) donnant globalement, à taux constant, un taux de croissance entre 1 et 2% termes réel pour 2021, le FMI estimant la croissance économique à 0,7% en 2019.(FMI, 2020).

En plus de la baisse de son quota entre 145.000 /240.000 barils jour avec un manque à gagner en moyenne annuelle entre 3/ 4 milliards de dollars pour 2020, dans ce cas de récession économique, les prévisions de recettes de Sonatrach de 35 milliards de dollars pour 2020 ainsi que d'un montant des réserves de change de 51,6 milliards de dollars fin 2020 ne seront pas atteint qui a vu le cours de pétrole et du gaz s'effondrer de plus de 50%.

Les recettes devant être au moins divisé par deux par rapport à 2019 dont les recettes ont été de 34 milliards de dollars, montant auquel il faudra soustraire les couts d'exploitation et la réduction du quota, posant la problématique de l'utilité de l'Algérie, quota initial environ 1 millions barils/j de rester ou pas dans l'OPEP. Cela engendre un impact négatif sur le taux de chômage, en raison du ralentissement du taux de croissance, dominée par l'impact de la dépense publique via la rente Sonatrach, avant la crise, prévoyait 12% de taux de chômage en 2020.

Toujours selon le même rapport, l'estimation était supposée à 15,5% pour 2020, les prévisions pour 2021 étant inchangées à 13,5% et ce sous réserve, autant pour le PIB, de profondes réformes, ce taux ne tenant pas compte des emplois rente, faire et refaire les trottoirs et des sureffectifs dans l'administration.

La sphère informelle contrôle selon la Banque d'Algérie plus de 33% de la masse monétaire en circulation, plus de 40/45% de l'emploi concentré dans le commerce, les services, les saisonniers dans l'agriculture, et plus de 50% de la valeur ajoutée hors hydrocarbures.

Les mesures autoritaires bureaucratiques produisent l'effet inverse et lorsqu'un gouvernement agit administrativement et loin des mécanismes transparents et de la concertation social, la société produit donc, ses propres règles pour fonctionner qui ont valeur de droit puisque reposant sur un contrat entre les citoyens, s'éloignant ainsi des règles que le pouvoir veut imposer reposant sur la confiance.

Aussi, selon certaines organisations patronales qui évoquent entre 1,5 /1,7 millions de pertes d'emplois dans la sphère réelle. Sur environ 12,5 millions de la population active sur plus de 44 millions d'habitant en mars 2020 environ 40/45% de la population active, environ 5/6 millions sont sans protection sociale rendant difficile leurs prises en charge.

Ils sont sans revenus pour bon nombre qui ont cessé leurs activités, sans compter que bon nombres de ménages vivent dans deux trois pièces plus de 5/8 personnes avec des impacts psychologiques avec le confinement. Et l'on devra prendre en compte, à l'avenir la réforme du système des retraites qui sera le grand défi des années à venir. Le vieillissement de la population, où la moyenne d'âge des deux sexes selon le rapport de l'ONU, 2018, est à environ 78 ans de durée de vie.

Cela pose d'ailleurs la problématique des subventions qui ne profitent pas toujours aux plus défavorisées (parce généralisables à toutes les couches) rendant opaques la gestion de certaines entreprises publiques et nécessitant à l'avenir que ces subventions soient prises en charges non plus par les entreprises mais budgétisées au niveau du parlement pour plus de transparence.

Il faut toutefois noter, qu'avec une entrée en devises de plus de 1000 milliards de dollars (sans compter les dépenses en dinars) entre 2019/2000 dont pour Sonatrach avec ses dérivées 98% et une sorties de devises concernant les biens et les services (entre 9/11 milliards de dollars/an entre 2010/2019), ayant dépassé 935 milliards de dollars n'ont permis qu'un taux de croissance, moyenne annuelle, entre 2,5 et 3%.

Aussi, avec un montant peu considérable de moins de 60 milliards de dollars, montrant un divorce entre les dépenses et les impacts économiques et sociaux d'où le constat d'une mauvaise gestion. La pression démographique souvent oublié est une véritable bombe à retardement (plus d'un million de naissances chaque année entre 2015/2019 contre environ 600.000 vers les années 2000). Néanmoins, on constate qu'avec un taux de croissance réel inférieur au taux de croissance démographique créer entre 350.000/400.000 emplois par an entre 2020/2025, (encore que le taux de chômage officiel sous-estime la demande d'emplois féminins) qui s'ajoutent au taux de chômage actuel nécessitant un taux de croissance de 8/9 % par an pour éviter de vives tensions sociales.(MEBTOU, 2020)

L'Algérie doit donc se préparer à de nombreux défis, avec les tensions internes inévitables sur les réserves de change (moins de 60 milliards de dollars fin mars 2020) et budgétaires entre 2020/2022.

IV- Stratégie anti covid-19

En ce qui concerne l'atténuation de l'impact économique du virus Covid-19, les réponses varient(Lesco.ma, 2020). Si l'on considère les fermetures de frontières à elles seules, le Maroc et la Tunisie doivent faire face à des pertes économiques importantes qui résulteront sans aucun doute de la crise du secteur touristique. Selon les chiffres officiels, au Maroc et en Tunisie, le tourisme contribue respectivement à 19% et 15,9% du PIB.

L'économie algérienne dominée par l'énergie n'a jamais été tributaire du tourisme ou du commerce mais elle prendra un coup économique majeur en raison de la chute actuelle des prix du pétrole. La pandémie handicapera durablement l'économie algérienne, qui reste terriblement dépendante des exportations d'hydrocarbures. Au cours des deux dernières années, des sécheresses ont ravagé une grande partie de la région, y compris le Maroc mais avec la crise du Covid-19, le chômage a explosé de façon exponentielle. Plus de 900.000 employés ont déjà perdu leur emploi. Ils s'ajoutent à plus d'un million de chômeurs à fin 2019. En Tunisie et en Algérie, le taux de chômage est passé de près de 15% à 27% en avril dernier.

Dans les trois pays, il y a déjà plus de 5 millions de chômeurs. Pour faire face à cette crise sans précédent, le gouvernement marocain a créé un fonds qui a atteint désormais plus de 3,5 milliards de dollars. L'État a indiqué qu'il soutiendrait les secteurs vulnérables et a commencé à mettre en place des mécanismes pour indemniser les citoyens les plus démunis.

Le gouvernement tunisien a également mis en place un fonds grâce à des dons publics pour lutter contre la pandémie mais les défis économiques du pays avec une croissance économique limitée, un chômage élevé, des dépenses publiques culminantes et une croissance faible du PIB, aggravent encore la pression de la pandémie.

De même, l'Algérie a accordé des congés payés aux mères, empêchant les hausses de prix et a agi rapidement pour assurer l'importation de denrées alimentaires afin d'éviter les pénuries. Les séquelles de la pandémie sont susceptibles de mettre en évidence les échecs politiques qui ont rendu les pays maghrébins si fragiles et sensibles au virus en premier lieu. La mauvaise gestion économique et le sous-investissement dans les infrastructures et le développement humain ont entraîné des systèmes caractérisés par des inégalités sociales graves.

Les trois pays maghrébins ont un besoin urgent de financements à grande échelle pour aider à maintenir l'activité économique et les emplois pendant la pandémie actuelle. C'est une période pénible pour tous les pays, en particulier les pays en développement. Pour vaincre le Covid-19 et

atténuer ses conséquences économiques désastreuses, la solidarité nationale, l'unité régionale et mondiale sont absolument nécessaires.

V- Avantages et enseignements à tirer de cette pandémie pour les pays du Maghreb

Selon El-Mouhoub Mouhoud, économiste et vice-président de l'Université Paris-Dauphine :
Les pays industrialisés, et notamment européens, vont avoir tendance à relocaliser les chaînes de valeurs industrielles mais aussi délocaliser des emplois de services aux entreprises, des services à haute valeur ajoutée, dans leur voisinage pour compenser les surcoûts de leur retrait de Chine et d'Asie. De ce fait, *la proximité linguistique et culturelle est absolument nécessaire, ce qui rend les pays du Maghreb attractifs.* (FRANCECULTURE, 2020)

Il faut savoir que dans l'industrie manufacturière des pays de l'OCDE, en moyenne près de 40% des emplois sont liés aux services (marketing, R&D, transports, logistiques, informatique, etc.). L'industrie pharmaceutique au Maghreb pourrait ainsi bénéficier d'une diversification des pays européens qui cherchent à diminuer leur dépendance vis-à-vis de l'Inde et de la Chine.

Toujours selon El-Mouhoub Mouhoud, *"Le problème, relativise réside dans la fragmentation de ces pays.*

L'absence ce marché régional maghrébin est une limite à un rattrapage économique et technologique digne de ce nom. Les coûts de transactions entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont environ 4 fois supérieurs à ceux entre ces pays et l'Union européenne". (FRANCECULTURE, 2020). Les pays du Maghreb sont confrontés à des défis multiples à résoudre.

En Algérie, l'enjeu est la crédibilité du gouvernement à opérer par une véritable transition politique qui représente un préalable à toute stratégie sérieuse de diversification économique. Pour la Tunisie, le recours à l'endettement extérieur va renforcer sa dépendance vis-à-vis de ses créanciers. En ce qui concerne le Maroc, qui a pourtant davantage émergé dans la diversification économique, les germes de la révolte sociale sont toujours bien présents.

Autant dire que pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie est le moment opportun pour engager de véritables réformes et peut-être de jouer plus collectif entre ces pays aux économies complémentaires.

VI- Réactiver les Investissements Directs Etrangers (IDE) : un impératif pour relancer l'économie dans les pays en développement

La pandémie de COVID-19 a porté à l'économie mondiale son coup le plus sévère depuis la Seconde Guerre mondiale, provoquant la plus grande vague de récessions simultanées que le monde ait connue depuis 1870. Les économies de marché émergentes et en développement ont subi des retraits de capitaux sans précédent au moment même où, collectivement, elles font face à leur première véritable récession depuis 60 ans. (WORLD BANK ORGANISATION, 2020)

A cet effet, pour les économies en développement, il est primordial de réactiver et d'accroître les apports de capitaux, notamment sous forme d'investissements directs étrangers (IDE). Les flux d'IDE revêtent depuis longtemps une importance capitale pour les pays en développement. Ils constituent souvent la plus importante source de financement extérieur, davantage que l'aide publique au développement ou les investissements de portefeuille. Et ils seront déterminants pour que ces pays se relèvent de la pandémie de COVID-19.

Pour les économies en développement, il est primordial de réactiver et d'accroître les apports de capitaux, notamment sous forme d'investissements directs étrangers (IDE).

Les flux d'IDE étaient déjà en perte de vitesse avant l'apparition du coronavirus, dans un contexte de protectionnisme croissant et d'incertitudes qui ont érodé la confiance des investisseurs. Le

risque supplémentaire et inédit lié à la pandémie a fait chuter la confiance des entreprises à des niveaux historiquement bas et entraîné une baisse prévisible de 40 % des flux mondiaux d'IDE.

Les dirigeants politiques des économies en développement doivent se saisir de cette occasion, le plus rapidement possible et dès que l'urgence sanitaire immédiate sera surmontée.

Les gouvernements des économies en développement doivent donc en premier lieu s'attacher à améliorer la transparence et à réduire le pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie.

L'attractivité en termes d'investissements et la bonne gouvernance étaient d'importants leviers de progrès pour les pays en développement bien avant le début de la crise. Selon (GLOBALINVESTISSEMENTCOMPETITIVENESS, 2020). La pandémie de COVID-19 a souligné leur caractère prioritaire. L'ampleur et la gravité de la crise exigent des décideurs qu'ils utilisent tout l'arsenal d'outils politiques pour rétablir la confiance des investisseurs. Ils doivent se montrer à la hauteur de la situation en agissant rapidement, de manière décisive et concertée.

VII- Impact du Covid19 sur les entreprises algériennes

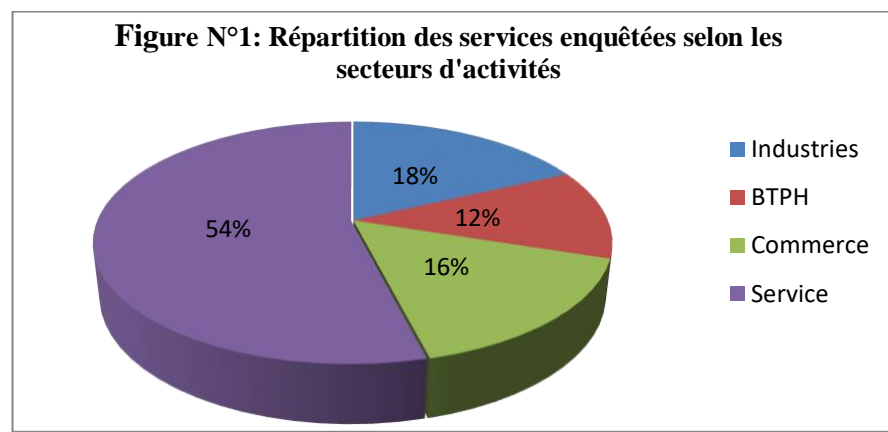
L'objectif de cette étude est d'analyser les effets et les impacts directs de cette pandémie sur l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

Cette étude s'intéresse plus précisément à des sujets micro-économiques, tels que les toutes petites entreprises TPE et les petites et moyennes entreprises PME, qui représentent presque 90% du tissu d'entreprises algérien sachant pertinemment que la population algérienne est une population de jeunes. On essayant de voir et d'analyser le volet d'exploitation et de gestion touchée lors de cette période de pandémie.

L'objectif de cette étude consiste à une tentative de contribution qui permet certaines mesures d'accompagnement pour atténuer la crise que traversent les entreprises algériennes qui ne peuvent survivre à une telle situation.

Le questionnaire a été distribué durant le mois de décembre 2020, soit presque une année après le début du confinement. Ces questionnaires ont été distribué par plusieurs moyens : voies électroniques, mails, fax, proximité ou par déplacement.

Les entreprises ayant répondu à l'enquête sont de 103 sur 150 questionnaires distribués. Le secteur du service représente 54% de notre échantillon, suivi du secteur de l'industrie 18%, le secteur du BTPH 12%, et le secteur du commerce 16% .



Source : élaboré par notre propre enquête.

70% des entreprises participantes sont soit des très petites entreprises TPE, par contre les petites entreprises PE sont de (23,75%). Les moyennes entreprises (ME) représentent 06,25% de notre échantillon.

Tableau N°1 : Répartition des entreprises enquêtées selon leurs tailles et type d'entreprises

	Nombre d'employés	Nombre d'entreprises enquêtées	%
TPE	Moins de 10	56	70
PE	Entre 10 et 49	19	23,75
ME	Entre 50 et 249	5	06,25

Source : élaboré par nous-mêmes

VII.1. Impact du Covid-19 sur la gestion quotidienne des entreprises

Selon les résultats de l'enquête, on a pu déterminer deux aspects. Le premier est l'impact de cette épidémie sur l'organisation des entreprises et le second consiste dans le nombre de licenciement résultant des effets négatifs qui s'est produit du fait du ralentissement et/ou l'arrêt des différentes activités des entreprises dû au confinement.

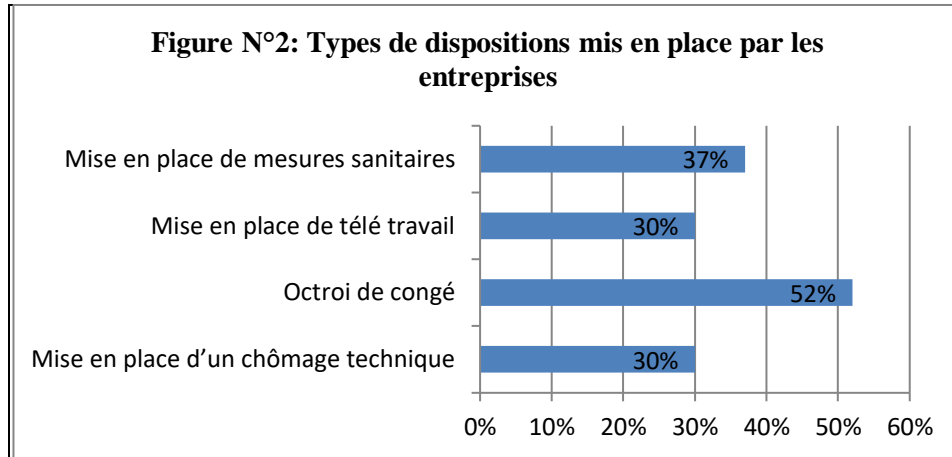
a. Impact sur l'organisation

Lors de notre enquête on a constaté que 52% des entreprises enquêtés ont déclaré avoir mis en congé une partie de leurs employés. 30% des entreprises ont mis au chômage technique une partie de leurs employés et une organisation de télétravail.

Tableau N° 2 : Types de dispositions mis en place par les entreprises enquêtées

Types de dispositions mis en place par les entreprises enquêtées	Résultats en %
Mise en place d'un chômage technique	30%
Octroi de congé	52%
Mise en place de télé travail	30%
Mise en place de mesures sanitaires	37%

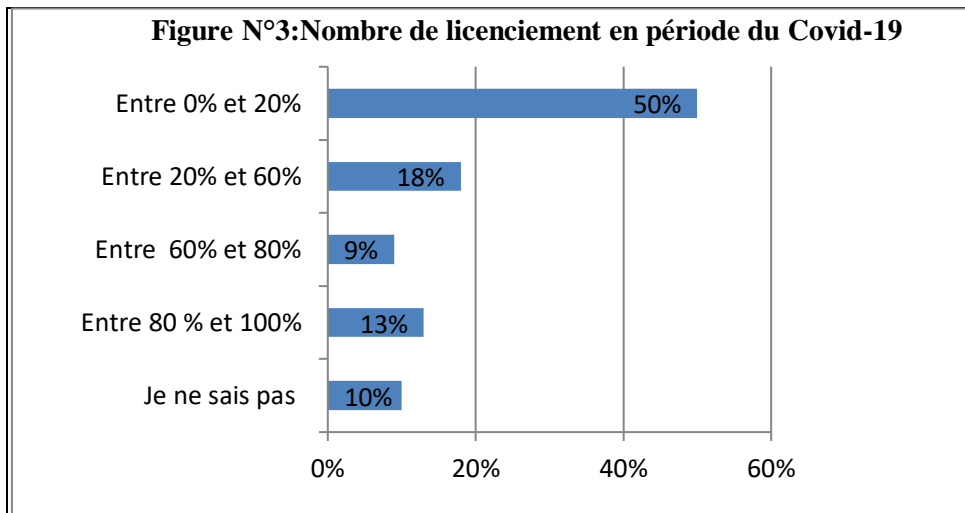
Source : élaboré par notre propre enquête.



Source : élaboré par notre propre enquête.

b. Impact sur le nombre de licenciement

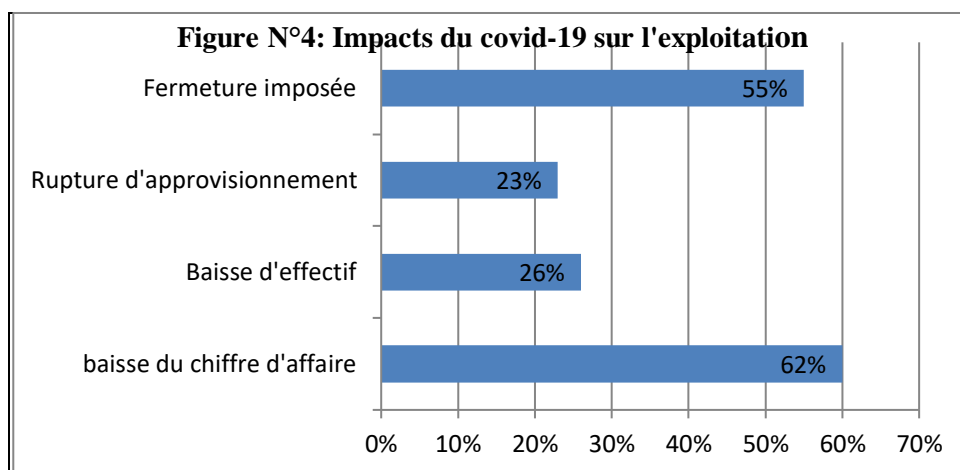
50 % des répondants déclarent ne pas avoir licencié d'employés à ce jour. Cependant 23% ont licencié au moins la moitié de leurs employés, ce qui présente un chiffre significatif pour seulement 3 mois de confinement.



VII.2.Impact sur l'exploitation

a. Impact sur l'activité global

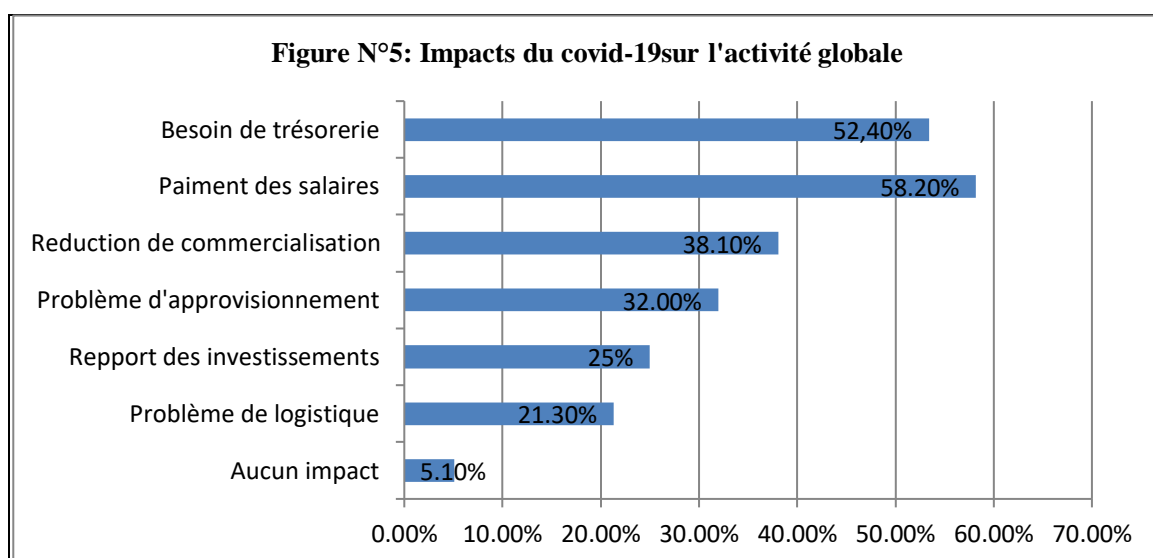
On constate à partir du graphe ci-dessous que 62% des entreprises ont connu des baisses leur chiffre d'affaires, suite à un arrêt net imposé par la crise sanitaire (55,3%). 26% des entreprises ont subi une baisse d'effectif et 23 % des ruptures d'approvisionnement.



Source : élaboré par notre propre enquête.

A partir des données qu'on a pu collecter de notre enquête, on a remarqué que plus de la moitié des entreprises enquêtées font face à des problématiques de paiements des salaires (58,20%), ceci est suivie de difficultés de trésorerie avec un taux de pourcentage relatif à (52,40 %).

25% des entreprises enquêtées comptent reporter leurs investissements et diminuer leur budget de communication et marketing. 21,30% des entreprises subissent des problèmes d'approvisionnement et de logistique.

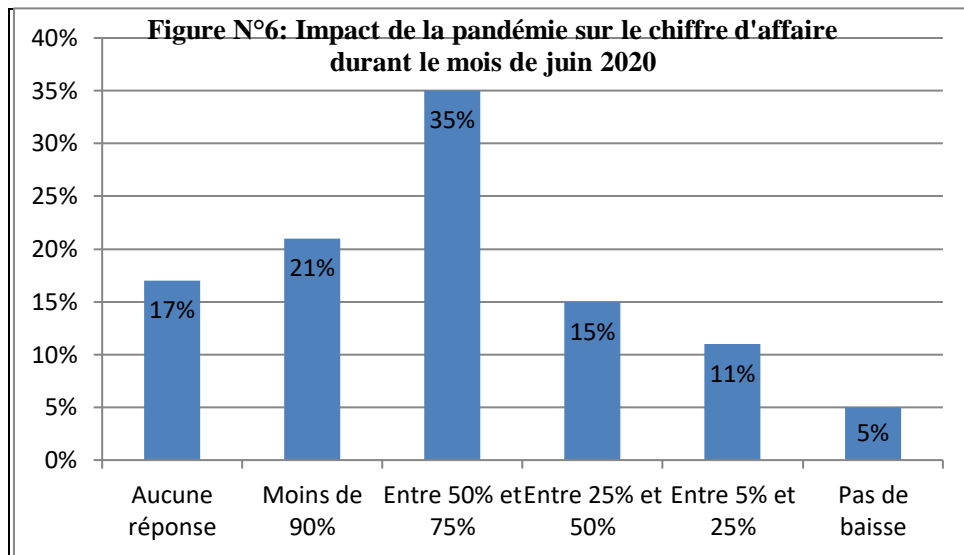


Source : élaboré par notre propre enquête.

On a pu constater que plus de 73 % des entreprises ne peuvent faire face au règlement de leurs coûts fixes. Seuls 27% des entreprises procèdent aux paiements de leurs charges fixes tels que salaires, loyers et autres intrants). 15% n'ont pas de ressources pour payer les frais fixes, tandis que 26 % ont reporté les paiements et 15% ont réduit leurs coûts. Certaines entreprises soit 12 %, ont dû faire recours aux emprunts. Il faut toutefois noter qu'une telle opération n'est pas du tout évidente dans une période de pandémie ou l'avenir de l'activité reste incertain.

b. Impact sur le chiffre d'affaire (CA)

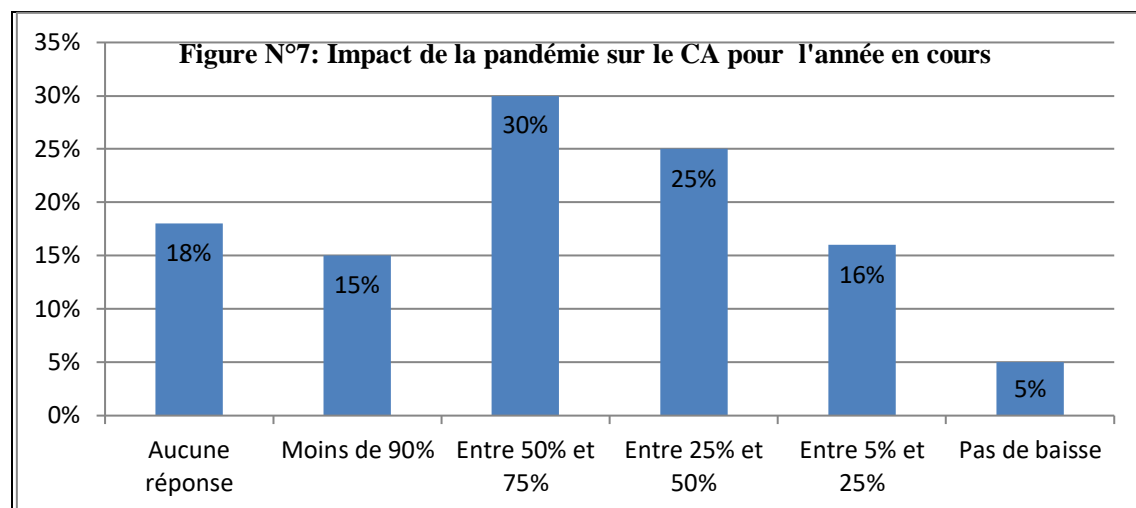
Durant les premiers mois de la crise, l'impact de cette crise sanitaire sur l'activité de ces entreprises s'est répercuté automatiquement sur la rentabilité de leur activité et de leur chiffre d'affaires. On a pu constater que plus de la moitié des entreprises (55%) prévoient une perte entre 50% et 90% de leur chiffre d'affaires lors des premières semaines d'arrêt d'activité.



Source : élaboré par notre propre enquête.

c. Prévisions de l'impact du Covid-19 sur leurs chiffres d'affaires pour l'année 2021.

D'après notre enquête, 30 % des entrepreneurs ont prévu une baisse annuelle de leur chiffre d'affaires qui sera entre 50% et 75%. 25% des répondants prévoient une baisse entre 25% et 50%, ce qui traduit une forte inquiétude sur l'activité annuelle des entreprises, qui prévoient d'importantes baisses de revenus. Et 15% prévoient une baisse de moins de 90% pour l'année en cours, et ceci reste relatif bien sûr selon l'évolution de la situation de la pandémie au niveau national et international.



Source : élaboré par notre propre enquête.

En ce qui concerne l'impact de cette situation sur la trésorerie 30% des répondants ont des besoins de BFR entre 1 million et 5 millions de dinars. 21 % des entreprises ont des besoins entre 5 millions 10 millions de dinars. 16 % ont des besoins entre 10 et 50 millions. 12 % ont des besoins de plus de 50 millions. Cette situation reflète une nécessité urgente de la liquidité pour alimenter la trésorerie afin de faire face à cette situation.

VII.3. Enseignements et perspectives tirés en cette période de pandémie

Face à une telle situation, les entrepreneurs se trouvent confrontés à des situations qui compliquent leur management, aussi même à la continuité et la survie de leurs entités. De ce fait, de ce point, on essaie de présenter les enseignements et propositions émises par les chefs d'entreprises pour atténuer l'impact de la crise sanitaire du Coronavirus.

a. Digitalisation du management

51% des entreprises prévoient plus de flexibilité dans leur management (management agile)¹, c'est-à-dire que l'organisation est de type holistique et humaniste. Seulement 22% prévoient de digitaliser leur processus et 27% de former leur équipe pour affronter la crise.

b. Survie des entreprises face à la crise

35 % des entreprises croient à un dénouement proche la crise, 42% pensent pouvoir survivre, mais avec un niveau d'endettement élevé ou un rééchelonnement des dettes. 23 % pensent ne pas survivre à cette crise sans mesures d'accompagnement.

¹Le **management agile** peut être vu comme une organisation de type holistique et humaniste basée essentiellement sur la motivation rationnelle des ressources humaines. Son émergence, au début des années 1990, a été portée par la vague des nouvelles technologies (NTIC).



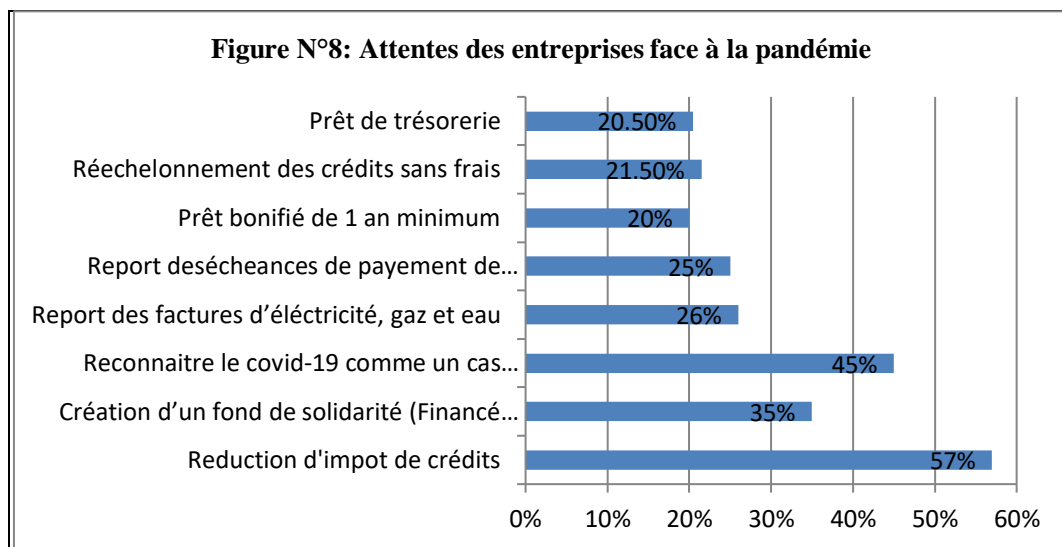
c. Attentes des entreprises face à la situation

La moitié des entreprises enquêtées considèrent que cette situation de pandémie engendre un report de 06 mois des paiements des échéances de crédit. 35% des répondants souhaitent la création d'un fond de solidarité et 25% d'entre eux souhaitent qu'il y est des crédits bonifiés où sans intérêt à moyen terme.

Tableau N°3 : Attentes des entreprises face à la pandémie

Attentes des entreprises face à la situation	Taux
Réduction d'impôt de crédits	57%
Création d'un fond de solidarité (Financé par l'Etat	35%
Reconnaitre le covid-19 comme un cas exceptionnel	45%
Report des paiements des factures d'électricité, gaz et eau	26%
Report des échéances de paiement de 6mois	25%
Prêt bonifié de 1 an minimum	20%
Rééchelonnement des crédits sans frais	21,50%
Prêt de trésorerie	20,50%

Source : élaboré par notre propre enquête.



Source : élaboré par notre propre enquête.

Conclusion

La pandémie coronavirus (COVID-19) est une crise sanitaire entraînant une détérioration économique que ce soit au niveau national ou international. Cette crise sanitaire affecte sensiblement la vie sociale et l'activité des entreprises dans le monde.

Les PME et TPE sont les plus durement touchées par cette crise, ceci s'est traduit par des licenciements au moins la moitié de leurs employés et connu une baisse qui peut être jusqu'à 60% de leur chiffre d'affaires. La plupart des entreprises font face à des difficultés de liquidité, de paiement des salaires et des charges fixes.

Ces dernières ne peuvent faire face si elles ne sont pas soutenues par l'intervention de l'Etat par des bonifications des taux d'intérêts, reports de paiement des différentes charges et factures tels que l'électricité, gaz, loyers, rééchelonnement des crédits antérieurs, création d'un fond de solidarité (financé par l'État et les grandes entreprises, etc.).

Cette pandémie doit être l'occasion d'exploiter la révolution numérique pour donner un nouveau cap au système économique, éducatif et social. Afin de faire face aux répercussions économiques de cette pandémie ; la concertation entre les différentes parties prenantes tels que les gouvernements, banques, organisations et associations des différents milieux économiques, qui doivent lancer des actions communes afin de polariser et de focaliser toutes les énergies et les efforts pour pouvoir surmonter cette situation de crise. A cet effet, l'objectif principal est de concentrer les efforts pour maintenir et relancer l'activité économique en garantissant la circulation des flux financiers afin de soutenir les différentes activités des entreprises.

D'autres part et de manière globale, les économies du Maghreb doivent repenser leurs stratégies pour pouvoir faire face à ces répercussions néfastes causées par la pandémie du Covid-19 et pourquoi pas de manière collective aux problèmes rencontrés.

Bibliographie

- CHENSOT, C. (2020). *Covid-19: une facture salée pour le Maghreb*. Consulté le Août 14, 2020, sur <https://www.franceculture.fr/economie/covid-19-une-facture-economique-salee-pour-le-maghreb>
- Competitiveness, G. I. (2020). *L'actualité du Groupe de la Banque Mondiale face à la pandémie de covid-19(2020)*. Global investment competitiveness.
- FMI. (2020, Avril 14). Consulté le Août 13, 2020, sur <https://www.imf.org/media/Files/Publications/WEO/2020/April/French/execsumf.ashx>
- FMI. (2020). Consulté le Août 13, 2020, sur <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/WEO/2020/April/French/execsumf.ashx>,
- FRANCECULTURE. (2020). *Franceculture*. Récupéré sur <https://www.franceculture.fr/economie/covid-19-une-facture-economique-salee-pour-le-maghreb>
- GLOBALINVESTISSEMENTCOMPETITIVENESS. (2020). *L'actualité du Groupe de la Banque Mondiale face à la pandémie de Covid-19 (2020)*. Global Investment Competitiveness, rapport 2019/2020.
- Lesco.ma. (2020). Consulté le juillet 13, 2020, sur [lesco.ma](https://lesco.ma/comment-le-maghreb-gere-la-crise-du-covid-19): <https://lesco.ma/comment-le-maghreb-gere-la-crise-du-covid-19>
- MEBTOU, A. (2020). *Le maghreb.dz.com*. Consulté le Août 10 https://www.lemaghreb.dz.com/?page=detail_actualite%rubrique=Nation%id=99921, 2020
- WORLD BANK ORGANISATION. (2020). Consulté le Juillet 10, 2020, sur <https://www.worldbank.org/en/topic/competitiveness/publication:global-investment-competitiveness-report-2019-2020>
- www.imf.org, « Perspective de l'économie mondiale Résumé 14 avril 2020 », <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/WEO/2020/April/French/execsumf.ashx>, consulté le 13 Août 2020